



Jeu.  
02  
Août

# MEDIAPART

 ok

Accédez aux archives

9€

CONNECTEZ-VOUS

 ok

Mot de passe oublié ?

ABONNEZ  
VOUS ICI

LE JOURNAL INTERNATIONAL FRANCE ECONOMIE CULTURE ENGLISH

LE CLUB

Ils se  
croyaient  
intouchables  
(1/4). Copé,  
l'homme de  
la piscine

GDF va récupérer son  
manque à gagner de  
2011

L'été en pente douce de  
Monsieur Hollande

À l'Assemblée, la  
cagnotte des groupes  
politiques échappe à  
tout contrôle

Amnesty International  
dénonce la répression  
généralisée à Alep

J.O. du livre (5/8):  
Short stories, l'auteur  
et le coureur

L'école face à la  
«petite noblesse» des  
enfants «surdoués»

«Totalemment  
carbonisé»,  
l'ambassadeur Boillon  
quitte Tunis

Aujourd'hui, une  
cohabitation pacifique  
entre les deux Soudan  
«est sans espoir»

Le CSM est d'accord  
pour muter le  
procureur Courroye

Quatre salariés de  
MGF logistique  
entament une grève de  
la faim

Kosovo, un trou noir  
dans l'Europe (2): la  
conquête sanglante de  
l'UÇK

Mali : Amnesty  
raconte le supplice des  
«bêrets rouges»

Hongrie, Roumanie: et  
si la vraie crise de  
l'Europe était à l'Est ?

Léger retard pour la  
circulaire Taubira sur  
les peines de prison

Photographier la RGPP

JO du livre (4/8): En  
danseuse, échappées  
romanesques à  
bicyclette

Rwanda : « J'essaye de  
pédaler très vite pour  
m'échapper. Mais ça  
ne me sort jamais de la  
tête »

Migrations : le  
sauvetage maritime en

## Kosovo, un trou noir dans l'Europe (2): la conquête sanglante de l'UÇK

ARTICLE | PROLONGER | 9 COMMENTAIRES

31 JUILLET 2012 | PAR JEAN-ARNAULT DERENS

« Au Kosovo, à l'été et à l'automne 1999, tout était possible, tous les crimes, toutes les vengeances, tous les trafics. Tout se déroulait presque au grand jour, mais il y avait deux pays qui étaient particulièrement bien informés, qui savaient tout ce qui se passait : la France et les États-Unis ». L'homme qui parle ainsi, ce printemps, dans un café de Pristina, accompagné par deux neveux qui lui servent de gardes du corps, n'est pas un simple témoin.

Naim Miftari a été l'un des premiers membres du G2, le service de renseignement de la guérilla albanaise, qu'il a rejoint dès le mois d'avril 1998. L'homme est né en 1967. Comme un certain nombre de jeunes Albanais du Kosovo, quand la guerre éclate dans l'ancienne Yougoslavie, en 1991, il rejoint les forces croates. Naim Miftari a combattu à Osijek, dans les unités spéciales placées sous les ordres du redoutable Branimir Glavaš, qui purge aujourd'hui une peine de prison pour crimes de guerre à l'encontre des civils serbes...



Naim Miftari à la fin des années 1990. © (dr)

Miftari part ensuite en Allemagne, où il vit quelques années, avant de revenir au Kosovo pour se battre, via l'Albanie. Il devient vite l'un des piliers de la *Policia ushtarriakë*, la « police militaire » de l'UÇK.

En juin 1999, alors que les troupes de l'OTAN viennent de pénétrer au Kosovo, il est nommé chef de la zone de Mitrovica, l'une des plus sensibles. Les troupes françaises sont chargées de sécuriser cette ville, où s'établit immédiatement une partition entre les quartiers nord, où se replient les Serbes, et la zone sud, tenue par les Albanais. « J'ai rencontré des officiers de liaison français deux jours avant que les troupes françaises ne pénètrent à Mitrovica », explique Naim Miftari, « puis nous sommes restés en contact permanent, d'autant que la situation était très tendue à Mitrovica. Les Français avaient leurs contacts et leurs informateurs chez les Serbes. Avec moi, ils voulaient s'assurer que je gardais le contrôle sur les éléments les plus radicaux. »

Durant ces premiers mois de l'administration internationale du Kosovo, les Serbes et des autres communautés minoritaires étaient la cible de la vindicte des extrémistes albanais. Mais d'autres violences éveillaient encore bien moins l'attention. Dans tout le Kosovo, des Albanais étaient quotidiennement abattus. L'explication « officielle » de ces meurtres : des cas de vendetta, de vengeances familiales qui, différées sous la chape de plomb de la répression serbe, reprenaient leur cours avec la libération du Kosovo. Cette explication avait l'avantage de disculper par avance toutes les missions internationales : comment faire régner l'ordre et la loi dans un pays aux mœurs aussi rudes et archaïques que le Kosovo ?

Les services de renseignements de l'UÇK se sont structurés en septembre 1999 : le SHIK (*Shërbimi informativ i Kosovës*) est alors officiellement créé, avec un statut d'organisation non-gouvernementale. À l'époque, une âpre compétition oppose toujours la mouvance issue de la guérilla albanaise à la LDK, la Ligue démocratique du Kosovo, le parti d'Ibrahim Rugova, figure historique de la résistance du Kosovo au régime serbe de Milošević. Certes, Ibrahim

perdition

La Grèce et l'Europe :  
une histoire longue

Le Crédit Agricole  
vend CLSA, joyau de  
la couronne

Les acquis des  
révolutions arabes

« Guerre civile ne veut  
pas dire guerre  
sectaire en Syrie »

Estrosi promeut  
l'Association des amis  
de Nicolas Sarkozy  
aux frais de  
l'Assemblée

Quand Alexandre  
Guérini faisait affaire  
avec l'office HLM  
présidé par son frère

Un droit de réponse de  
l'ambassadeur de  
France à Dakar

Rugova a perdu pied durant la guerre, appelant, dans des circonstances qui restent controversées, à l'arrêt des bombardements de l'OTAN, avant de se réfugier en Italie. Cependant, le leader historique est acclamé comme un héros lors de son retour au Kosovo, au grand dam des dirigeants de la guérilla, unis derrière le « gouvernement provisoire » créé durant la guerre et dirigé par Hashim Thaçi.

## Épuration politique

Une lutte farouche s'engage, tandis que les dirigeants de l'UÇK créent un nouveau parti, le PDK, Parti démocratique du Kosovo. En réalité, derrière la « nébuleuse » de l'UÇK, un noyau dirigeant affermit son contrôle. Il s'agit des cadres issus du Mouvement populaire du Kosovo (le LPK), un parti clandestin d'inspiration « envériste » (c'est-à-dire marxiste-léniniste version albanaise), essentiellement implanté dans la diaspora kosovar en Suisse.

Ce groupe du LPK correspond à ce que l'ancien député suisse et ancien membre du Conseil de l'Europe Dick Marty appelle le « *clan de la Drenica* », petite région du centre du Kosovo dont sont issus la plupart de ses cadres. On y trouve, bien sûr, le jeune Hashim Thaçi, mais surtout son oncle Azem Sylla, ainsi que Xhevat Haliti, qui fait figure de « parrain » du mouvement. Xhevat Haliti était considéré comme l'agent au Kosovo de la Sigurimi, les anciens services secrets de l'Albanie stalinienne. Ce noyau contrôle à la fois le PDK et le SHIK, « bras armé » du mouvement.



Hashim Thaçi, actuel premier ministre du Kosovo. © (Reuters)

Ce « noyau dur » cultive une subtile stratégie par rapport aux « internationaux » qui entendent contrôler le Kosovo. D'une part, le PDK cherche à se présenter comme un interlocuteur incontournable et « raisonnable » de l'administration internationale. D'autre part, il joue sans cesse de la menace, en se posant comme la seule force à même de juguler des « éléments extrémistes », qu'il excite en sous-main.

Dans ses mémoires (*Qui veut la peau du colonel ?* Paris, La Table Ronde, 2011), Jean-Michel Méchain, ancien colonel de la gendarmerie française affecté au Kosovo à l'automne 1999, rappelle cette « panique » des Occidentaux qui craignaient d'être débordés par des éléments « radicaux » et renoncèrent à empêcher les violences contre les Serbes et les autres minorités, pensant qu'elles étaient comme une conséquence « inéluctable » de la guerre. Ils finirent aussi par estimer que l'UÇK représentait un partenaire plus « sérieux » que la LDK de Rugova, soupçonné de « faiblesse ». Pour tenir le Kosovo, il valait mieux s'entendre avec les anciens guérilleros.

Par ailleurs, les Français étaient confrontés à un problème spécifique : alors qu'ils étaient perçus comme ataviquement pro-serbes, ils devaient gérer la situation particulière de Mitrovica, ville divisée dont la partie nord a servi de « refuge » non seulement à la communauté serbe, mais surtout aux hommes de la police et des services secrets de Belgrade.

Le maintien de cette vaste enclave, qui représente près de 18 % de la superficie du Kosovo, a fait l'objet d'un accord particulier et secret entre Belgrade et l'OTAN, qui en a laissé la gestion aux Français, pensant qu'ils seraient moins mal perçus par les Serbes que les autres contingents nationaux impliqués dans la Kfor. Alors que beaucoup d'officiers français conservent un tropisme pro-serbe hérité de la Bosnie-Herzégovine, Bernard Kouchner et ses proches estiment qu'ils doivent donner des gages aux Albanais pour sauvegarder leur image de marque.

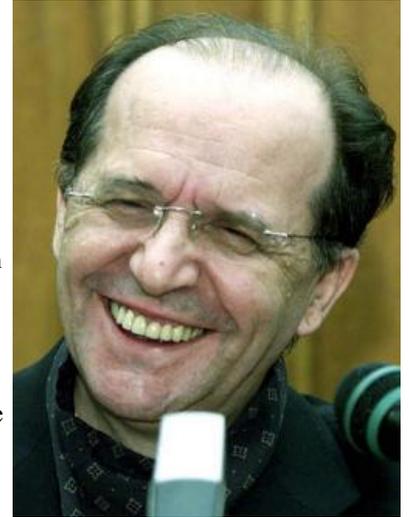
## Les confessions d'un tueur repent

Ils décident donc de ne pas s'immiscer dans les violences inter-albanaïses, perçues comme un épisode quasi-normal d'épuration, d'autant que l'appareil judiciaire n'a toujours pas été remis en marche.

Pourtant, l'identité des victimes ne manque pas de surprendre. Les supposés anciens « collaborateurs de Belgrade » sont presque toujours des cadres connus, à l'échelle locale ou nationale, de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), le

parti d'Ibrahim Rugova. *Bota Sot*, le quotidien proche de la LDK, tenait la chronique quotidienne de ces éliminations – ce que la rédaction a elle-même payé au prix fort avec le meurtre de plusieurs de ses journalistes. Pourtant, les gros titres de *Bota Sot* n'éveillaient pas l'attention des cohortes de conseillers et agents des services travaillant pour les différentes missions civiles et militaires, qui jugeaient d'ailleurs que le journal manquait d'objectivité.

Nazim Bllaca devrait être en prison ou bien mort depuis longtemps. L'homme, ancien combattant de l'UÇK et ancien tueur du SHIK, reconnaît sa participation directe à 17 meurtres. Nazim Bllaca a asséné de fracassantes révélations sur ces éliminations en décembre 2009, par le biais d'une cassette vidéo, présentée par des députés d'un petit parti dissident de la LDK. Depuis, Nazim Bllaca comparaît en qualité de témoin protégé dans plusieurs procès, mais il n'a toujours pas été mis en accusation pour les meurtres dont il s'accuse. Il explique que tous les meurtres politiques ont été commis sur les ordres exprès des chefs du SHIK, Kadri Veseli et Azem Sylla.



Ibrahim Rugova. © (Reuters)

Nazim Bllaca vit dans une petite maison, à la sortie d'un village proche de Lipljan/Lipjan, dans le centre du Kosovo. L'identité de ce « témoin protégé » et son lieu de résidence sont, théoriquement, protégés par le secret. Mais un blindé de la Kfor garé au bord de la route indique son domicile, transformé en véritable Fort Chabrol gardé par les carabinieri italiens. Autour de la cour et du potager, le long de l'escalier extérieur et de la terrasse, d'épaisses bâches plastiques noires doivent décourager des tireurs qui voudraient abattre le témoin à distance.



Nazim Bllaca. © (Reuters)

En théorie, seuls les parents de Nazim Bllaca peuvent lui rendre visite. Il suffit aux journalistes, après avoir obtenu l'accord de l'intéressé et convenu d'un rendez-vous, de se présenter comme des « cousins », et les militaires italiens se contentent d'une fouille très sommaire des visiteurs.

Nazim Bllaca rejoue volontiers la scène du meurtre fondateur, mimant l'exécution d'Ibush Kllokoci, qu'il a lui-même abattu sur le seuil de sa maison, en juin 1999. Ibush Kllokoci était l'un des principaux agents de la Sécurité d'État (DB), la police secrète serbe au Kosovo. « *Après le meurtre, tout le monde m'a félicité, m'a offert des cadeaux. Kadri Veseli m'a dit qu'Ibush était un "trésor"* », explique l'ancien tueur.

Le repentini tient des comptes précis, estimant que le SHIK a commis 526 assassinats en six mois, près de 600 en un an. « *Nous avons deux tâches à mener* », poursuit l'ancien agent. « *Éliminer les collaborateurs supposés qui étaient en réalité presque tous des cadres de la LDK et réduire au silence, en les tuant ou en les menaçant, les témoins cités dans les procès sensibles* », notamment celui de Fatmir Limaj, ancien commandant de l'UÇK, relaxé en décembre 2005 par le TPIY de La Haye, alors que tous les témoins cités par l'accusation ont disparu ou se sont rétractés à l'audience. Député, vice-président du PDK, Fatmir Limaj a été, entre autres, ministre des transports, ce qui lui vaut également des accusations de corruption, mais ceci est une autre histoire...



Fatmir Limaj, relaxé à deux reprises! © (dr)

Les risques que prend Nazim Bllaca sont bien réels. À nouveau poursuivi par Eulex pour les crimes commis dans le village de Kleçka, qui abritait une prison de l'UÇK, Fatmir Limaj a de nouveau été relaxé le 2 mai 2012 ! Six mois plus tôt, le 2 octobre 2011, le principal témoin dans cette affaire, Agim Zogaj, un ancien membre de la police militaire de la guérilla, été retrouvé pendu dans un parc de Duisbourg, en Allemagne, une lettre expliquant les raisons de son « suicide » ([lire article ici](#) ). Cité à comparaître sous le nom de « témoin X », Agim Zogaj était placé sous la protection d'Eulex. Son étrange « suicide » jette un terrible discrédit sur l'efficacité d'Eulex.

Pourquoi donc, depuis 1999, toutes les missions internationales au Kosovo ont-elles démontré cette même incapacité à faire fonctionner la justice ? Pourquoi ces missions ont choisi de laisser ces liquidations se poursuivre ? Il y a bien eu une décision politique de ne pas enquêter sur ces crimes pour une seule raison : l'obsession de la « stabilité ». D'ailleurs, la relaxe accordée en 2005 par le TPIY à Fatmir Limaj avait été saluée dans les milieux diplomatiques comme un « bon signe pour la stabilisation » du Kosovo plutôt que dénoncée comme une violation flagrante de la justice internationale. Sa nouvelle relaxe n'a guère été commentée.

En clair, les hommes de l'UÇK et du SHIK ont eu et ont peut-être toujours le feu vert pour éliminer leurs rivaux politiques, pour mettre en place de juteux trafics, voire pour achever l'élimination physique des non-Albanais, à la seule condition qu'ils ne s'attaquent pas aux représentants internationaux, qu'ils n'organisent pas de manifestations violentes contre la tutelle internationale, à Mitrovica ou ailleurs au Kosovo...

Deux procès se sont déjà ouverts sur la base des révélations de Nazim Bllaca. Dans le premier, un ancien agent du SHIK, Fahredin Gashi, a été condamné à 18 ans de prison. Le second procès concerne le meurtre de Salih Gashi, un militant connu de la LDK de Rugova, abattu le 15 juin 1999. Six suspects doivent répondre de ce crime.

Le 20 juin, Kadri Veseli – qui est aujourd'hui député (PDK) au Parlement du Kosovo – est venu témoigner à ce procès, assurant que « Nazim Bllaca n'avait jamais été membre du SHIK ». Pour étayer cette surprenante déclaration, Kadri Veseli a apporté d'intéressantes précisions sur l'organisation de cette structure. Selon son témoignage, le SHIK aurait été créé dès mars 1999, sous la responsabilité du gouvernement provisoire de Hashim Thaçi. Il aurait alors compté 92 collaborateurs – qui n'avaient pas le droit de porter d'armes !

Kadri Veseli a encore précisé que ces agents avaient tous été formés durant trois mois, dans au moins trois pays différents, confirmant l'aide essentielle apportée par les pays occidentaux à l'UÇK...

### *À suivre*

Nous avons rencontré Naim Miftari et Nazim Bllaca il y a quelques mois.

Jean-Arnault Dérens est rédacteur en chef du *Courrier des Balkans*. Il travaille en Europe du Sud-Est depuis une quinzaine d'années et a publié de nombreux ouvrages sur la région, dont *Le Piège du Kosovo* et, en collaboration avec Laurent Geslin, *Comprendre les Balkans*.

*Le Courrier des Balkans* est le premier site d'information francophone sur les Balkans. Créé en 1998, il regroupe aujourd'hui plus de 15 000 articles sur la région. Jean-Arnault Dérens collabore régulièrement à Mediapart.

---

[Mentions légales](#) | [Charte éditoriale](#) | [CGV](#) | Mediapart.fr est réalisé avec [Drupal](#)

Je m'abonne à partir de **1€ seulement**

Newsletter

OK